



L'honorable député Assarid Ag Imbarcawane, premier vice-président de l'Assemblée nationale du Mali, s'est dit indigné de la position de la Suisse dans la rébellion qui sévit au nord du Mali.

Ce qui se passe aujourd'hui au Mali est assez emblématique, parce qu'on est passé du stade de pays exemplaire en Afrique de l'ouest au stade d'Etat divisé, qui s'effondre sur lui-même. Selon l'honorable député Assarid Ag Imbarcawane, les déterminants de cette crise menaçaient le Mali, depuis fort longtemps. Le Mali est dans une mauvaise passe et la communauté internationale se doit d'être neutre. Il dit qu'il ne comprend pas la position actuelle de la Confédération suisse; alors qu'elle s'impliquait depuis plusieurs années déjà pour un règlement pacifique de la rébellion, à travers son programme de politique de paix en Afrique de l'ouest.

Le Département fédéral des affaires étrangères (Dfae) a participé à l'organisation et au financement d'une réunion politique des rebelles touaregs indépendantistes du Mouvement national de libération de l'Azawad (Mnla) les 25, 26 et 27 juillet dernier à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Deux représentants du Dfae étaient présents à cette réunion, à l'ouverture et à la clôture de session, mais pas durant les débats que suivait un conseiller technique du ministère burkinabé des Affaires étrangères. «Ils nous ont dit que la Suisse était là pour promouvoir la paix dans cette région du monde. Ils nous ont encouragés à poursuivre sur cette voie», a révélé Moussa Ag Assarid, porte-parole du Mnla.

Dans son discours, le président du mouvement rebelle touareg, Bilal Ag Acherif, a même chaleureusement remercié le «gouvernement fédéral suisse» pour son travail de «facilitation». Le Dfae a également réglé la facture logistique, selon des sources concordantes. Une aide ponctuelle et très ciblée, tient à clarifier le porte-parole du Mnla, Moussa Ag Assarid: «La Suisse n'a pas financé autre chose que la réunion de Ouagadougou.»

Le Dfae, que les journalistes du journal «Le Temps» ont sollicité afin de confirmer ces informations, ne les dément pas, mais refuse d'entrer dans le détail: «La réunion du Mnla fin juillet à Ouagadougou s'inscrit dans le cadre du processus de médiation du Burkina Faso auquel la Suisse apporte un soutien, à la demande des parties au conflit», fait savoir Carole Walti, porte-parole au Dfae. Toujours, selon «Le Temps», l'engagement suisse dans le processus politique du Mnla fait naître les espoirs les plus fous au sein d'un mouvement rebelle isolé et affaibli, après la mise en déroute de ses unités combattantes par les principaux groupes islamistes du nord du Mali à la fin juin.

L'honorable député Assarid Ag Imbarcawane juge qu'il est important que le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération interpelle la représentation diplomatique suisse au Mali pour clarifier cette situation ambiguë. « Il est temps que les autorités maliennes prennent leurs responsabilités en tant qu'Etat souverain. Soit le Mali continue sa coopération avec la Suisse, soit il y met fin.

La Suisse ne peut pas financer des programmes de développement et financer le terrorisme en même temps, dans un même pays». Il est important de rappeler que les Touaregs sont minoritaires au nord du Mali. Les revendications portées par la rébellion touarègue, ce depuis la première rébellion de 1963, sont des revendications (plus de développement, plus de présence de l'Etat) que toutes les autres populations minoritaires du Mali pourraient porter. Et la Suisse agit mal en contribuant à la labellisation touarègue de ces revendications.

Par Rokia Diabaté